

PUBLICATIONS PÉRIODIQUES

SOCIÉTÉS COMMERCIALES ET INDUSTRIELLES (COMPTES INTERMÉDIAIRES)

GRENOBLOISE D'ELECTRONIQUE ET D'AUTOMATISMES.

« GEA »

Société anonyme au capital de 2 400 000 €.

Siège social : 12, chemin de malacher, BP.85, 38243 Meylan Cedex.

071 501 803 R.C.S. Grenoble.

I. — Bilan intermédiaire au 31 mars 2007.

(Chiffres exprimés en milliers d'euros)

Actif	31/03/2007 (6 mois)	30/09/2006 (12 mois)
Actif immobilisé :		
Immobilisations incorporelles	9	7
Immobilisations corporelles	1 400	1 582
Immobilisations financières	352	324
Total	1 761	1 913
Actif circulant :		
Stocks et en cours	7 671	9 109
Clients et comptes rattachés	18 659	16 490
Créances diverses	155	414
Valeurs mobilières de placement	0	0
Disponibilités	5 960	5 050
Total	32 444	31 062
Comptes de régularisation	233	502
Total actif	34 437	33 476

Passif	31/03/2007 (6 mois)	30/09/2006 (12 mois)
Capitaux propres :		
Capital	2 400	2 400
Primes	2 927	2 927
Réserves	12 961	14 063
Report à nouveau	0	124
Résultat de l'exercice	218	-1 227
Total	18 505	18 287
Provisions risques et charges	1 407	1 426
Dettes		
Emprunts et dettes financières	4	7
Fournisseurs et comptes rattachés	7 928	8 684
Dettes fiscales et sociales	4 703	4 230
Autres dettes d'exploitation et diverses	264	143

Total	12 900	13 064
Comptes de régularisation	1 625	699
Total passif	34 437	33 476

II. — Compte de résultat intermédiaire au 31 mars 2007.

(Chiffres exprimés en milliers d'euros)

	31/03/2007 (6 mois)	31/03/2006 (6 mois)	30/09/2006 (12 mois)
Chiffre d'affaires net	21 940	24 593	44 453
Production stockée	-1 914	-1 927	-1 763
Autres produits d'exploitation	25	11	50
Total des produits d'exploitation	20 052	22 677	42 739
Achats	11 407	14 190	25 404
Variation de stocks	-475	-1 761	-40
Autres achats externes	2 287	3 496	6 187
Total des consommations externes	13 219	15 924	31 551
Impôts et taxes	390	330	716
Charges de personnel	5 995	5 658	11 077
Dotations aux amortissements et provisions	221	316	537
Autres charges d'exploitation	12	20	20
Charges d'exploitation	6 617	6 325	12 351
Résultat d'exploitation	216	428	-1 162
Produits financiers	65	43	177
Charges financières	69	141	244
Résultat courant avant impôts	212	330	-1 228
Produits et charges exceptionnels nets	6	-14	2
Participation des salariés	0	0	0
Impôt sur les bénéfices	0	201	0
Résultat net	218	115	-1 227

III. — Tableau des flux de trésorerie au 31 mars 2007.

(Chiffres exprimés en milliers d'euros.)

	31/03/07	30/09/06
Operations d'exploitation :		
Résultat net	218	-1 227
Annulation des amortissements et provisions	204	565
Plus ou moins value sur cession d'immobilisations	0	-4
Capacité d'autofinancement	422	-666
Variation des créances	-1 641	3 763
Variation des stocks	1 438	1 723
Variation des dettes	764	-1 672
Variation du besoin en fonds de roulement	561	3 814
Variation nette de la trésorerie d'exploitation	983	3 148
Operations d'investissement :		

Acquisitions d'immobilisations corporelles et incorporelles	-39	-680
Cessions d'immobilisations corporelles et incorporelles	0	4
Investissement net d'exploitation	-39	-676
Investissements financiers nets	-32	-32
Variation nette de la trésorerie d'investissement	-71	-708
Operations de financement :		
Augmentation des capitaux propres en numéraire	0	0
Dividendes payés	0	-480
Emission d'emprunts et dettes financières	0	0
Remboursement d'emprunts et dettes financières	0	0
Variation des comptes courants groupe et associés	0	0
Variation nette de la trésorerie de financement	0	-480
Variation nette de la trésorerie totale	912	1 960
Trésorerie à l'ouverture	5 044	3 084
Trésorerie à la clôture	5 956	5 044

IV. — Tableau de variation des capitaux propres au 31 mars 2007.

(Chiffres exprimés en milliers d'euros.)

	Capital	Primes	Réserve légale	Autres réserves	Report à nouveau	Résultat	Total capitaux propres
Situation au 30 septembre 2006	2 400	2 927	240	13 823	124	-1 227	18 288
Affectation du résultat				-1 102	-124	1 227	
Distribution de dividendes							
Situation au 31 mars 2007	2 400	2 927	240	12 721		218	18 505

(1) Dividendes sur actions propres.

V. — Annexe aux comptes semestriels du 31 mars 2007.

Note 1. — Faits caractéristiques de la période.

Aucun fait marquant n'est à signaler pour cette période.

Note 2. — Règles et méthodes comptables.

Les conventions comptables ont été appliquées dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base :

— Continuité de l'exploitation ;

— Permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre ;

— Indépendance des exercices,

et conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

Aucune dérogation significative aux principes, règles et méthodes de base de la comptabilité ne mérite d'être signalée.

a. Immobilisations incorporelles. — Les immobilisations incorporelles sont constituées de logiciels amortis selon la méthode linéaire sur 12 mois. Les dépenses de recherche et développement ne sont pas immobilisées et figurent dans les charges d'exploitation.

b. Immobilisations corporelles. — Elles sont valorisées à leur coût historique d'acquisition.

Les amortissements sont calculés suivant le mode linéaire en fonction des durées estimées d'utilisation suivantes :

Matériels et outillages	3 à 10 ans
Agencements des constructions	5 à 15 ans
Matériels de transport	3 à 20 ans

Mobilier et matériels de bureau	3 à 10 ans
---------------------------------	------------

c. Immobilisations financières. — Les valeurs brutes correspondent à la valeur d'entrée dans le patrimoine social. Elles sont éventuellement corrigées d'une provision pour dépréciation destinée à les ramener à leur valeur d'usage.

La valeur d'usage des titres de participation tient compte des capitaux propres mais aussi de la rentabilité et des perspectives d'avenir de la société. Les actions auto GEA auto-détenues n'étant ni destinées à l'attribution à des salariés, ni à la réduction de capital, sont classées dans les immobilisations financières.

La valeur d'inventaire de ces titres est déterminée en fonction de leur cours moyen observé au cours du mois précédent la clôture de l'exercice.

d. Créances et dettes. — Les créances et les dettes ont été évaluées pour leur valeur nominale. Les créances sont, le cas échéant, dépréciées par voie de provision pour tenir compte des difficultés de recouvrement auxquelles elles sont susceptibles de donner lieu.

e. Stocks. — Les matières premières et les approvisionnements sont valorisés au dernier prix d'achat.

La rotation rapide des stocks de produits achetés donne à cette méthode un résultat proche de la méthode FIFO.

Les travaux en cours sont comptabilisés pour leur coût de production évalué au plus bas du coût de revient ou de la valeur réalisable. Il comprend le coût des matières premières et de la main d'œuvre ainsi que les frais généraux rattachés à la production à l'exclusion des frais financiers.

f. Valeurs mobilières de placement. — Les valeurs mobilières de placement sont représentées par des SICAV de trésorerie ou des titres de sociétés cotées. Les parts de SICAV sont évaluées au prix d'achat suivant la méthode FIFO (premier entré/premier sorti). Les pertes latentes, calculées par comparaison entre la valeur comptable et la valeur probable de négociation font l'objet d'une provision pour dépréciation le cas échéant.

La valeur d'inventaire des titres de sociétés cotées est déterminée en fonction de leur cours moyen observé au cours du mois précédent la clôture de l'exercice.

g. Opérations en devises. — Les dettes et créances libellées en devises figurent au bilan pour leur contre valeur au cours de fin de période. La différence résultant de la conversion des dettes et créances en devises à ce dernier cours est portée au bilan en écart de conversion.

Les pertes latentes font l'objet d'une provision pour risque.

Les créances en devises, ayant fait l'objet d'une couverture à terme figurent au bilan pour leur contre valeur au cours de couverture.

h. Chiffre d'affaires. — Le chiffre d'affaires France est constitué des montants facturables aux clients en fonction des dispositions contractuelles (cahier des charges).

Cette facturation est réalisée en fonction de l'avancement des travaux sous forme de situations successives.

Les autres travaux réalisés figurent dans les travaux en cours.

i. Prise en compte du revenu. — Du fait des spécificités techniques des contrats, la marge est prise en compte lors de l'achèvement des installations.

j. Engagements de retraite. — La société comptabilise une provision pour charges correspondant à l'intégralité des engagements de l'entreprise vis-à-vis du personnel en ce qui concerne les indemnités de départ à la retraite. Ces indemnités de fin de carrière sont évaluées, pour l'ensemble des salariés présents à la clôture de l'exercice, en fonction de l'éventualité d'un départ à 65 ans et de la probabilité de verser ces droits, compte tenu du taux de rotation du personnel observé, du taux de mortalité et d'un taux d'actualisation. Le montant des droits acquis à la date de clôture est basé sur l'indemnité de départ à la retraite telle qu'elle est définie par la convention collective, augmentée du montant des charges patronales. Les rémunérations servant de base au calcul font l'objet d'une revalorisation.

Compléments d'informations relatifs au bilan et au compte de résultat.

(données en euros)

Note 3. – Immobilisations incorporelles.

	Montant au 30/09/06	Augmentations	Diminutions	Montant au 31/03/07
Valeur brute	387 519	9 200	0	396 719
Amortissements	380 270	7 837	0	388 107
Valeur nette	7 249			8 612

Ce poste est constitué des logiciels acquis par l'entreprise.

Note 4. – Immobilisations corporelles.

— Valeur brutes :

	Valeur brute au 30/09/06	Acquisition	Sorties	Virement de poste à poste	Valeur brute au 31/03/07
Installations techniques, matériels et outillages	1 381 943	16 573			1 398 516
Agencements divers	1 058 737	7 563			1 066 300
Matériels de transport	1 782 576				1 782 576

Autres immobilisations corporelles	1 044 713	5 535		1 050 248
Total	5 267 969	29 671		5 297 640

— Amortissements :

	Montant au 30/09/06	Dotation	Diminution	Montant au 31/03/07
Installations techniques matériels et outillages	1 131 031	62 306		1 193 337
Agencements divers	801 635	22 560		824 195
Matériels de transport	883 780	83 530		967 310
Autres immobilisations corporelles	869 724	42 723		912 447
Total	3 686 170	211 119		3 897 289

Note 5. – Immobilisations financières.

Ce poste se décompose ainsi :

	Valeur brute au 30/09/06	Augmentation	Diminution	Valeur brute au 31/03/07
Participations	(1) 249 900	0	0	249 900
Titres auto détenus (2)	29 765	123 742	91 088	62 419
Prêts au personnel	1 040	40	0	1 080
Autres immobilisations financières :				
Dépôts et cautionnements	43 115	0	521	42 594

(1) Les participations au 30 septembre 2006 étaient les suivantes :

— participation de 100% dans une société de droit américain sans capital. Cette filiale, créée au cours de l'exercice 2000/2001 n'a pas d'activité.
— participation à hauteur de 99,96 % dans la société anonyme « Compagnie d'Investissements – Europe », (C.I.E.), immatriculée en Belgique.
Ces deux participations sont inchangées au 31 mars 2007.

(2) La valeur de réalisation des titres auto détenus est de 58 036 € pour une valeur comptable de 62 419 €. La différence entre la valeur de réalisation et la valeur comptable (4 383 €) a fait l'objet d'une provision.

Note 6. – Entreprises liées.

Aucune donnée ne concerne les entreprises liées.

Note 7. – Stock et en-cours.

Ce poste a évolué comme suit :

	Au 30/09/06	Au 31/03/07
Consommables et pièces détachées	3 655 184	4 130 446
Provision pour dépréciation matières premières	-36 540	-36 540
Travaux en cours	5 490 469	3 576 873
Total	9 109 113	7 670 779

Note 8. – Créances.

Créances clients et comptes rattachés. — Ce poste comprend les factures à établir pour un montant de 12 227 553 euros TTC.
La ventilation de ce poste est la suivante :

Données en euros	30/09/06	31/03/07
Factures à établir France (TTC)	7 869 669	6 236 341
Factures à établir Export	4 032 773	5 991 212
Total	11 902 442	12 227 553

Le chiffre d'affaires export est facturé lorsque les travaux réalisés sont acceptés et après que le client ait donné son accord pour le paiement.

Variation des provisions sur créances clients :

Provision au 30/09/06	Dotation	Reprise	Provision au 31/03/07
148 154			148 154

Autres créances. — Elles se décomposent comme suit :

Fournisseurs	8 861
Personnel	6 649
Etat	123 251
Autres	15 810
	154 571

État des échéances des créances :

	Montant brut	- 1 an	1 à 5 ans	+ 5 ans
Actif immobilisé	43 675			43 675
Clients et rattachés	18 658 537	18 658 537		
Fournisseurs débiteurs	8 861	8 861		
Personnel et comptes rattachés	6 649	6 649		
État et autres collectivités	123 251	123 251		
Débiteurs divers	15 810	15 810		
Charges constatées d'avance	213 045	213 045		
	19 069 828	19 026 153		43 675

Note 9. – Disponibilités.

Ce poste comprend des comptes en devises pour 420 179 €.

Note 10. – Capital social.

Le capital social est de 2 400 000 euros.

	Nombre d'actions	Nominal
Actions composant le capital au début de l'exercice	1 200 000	2 euros
Actions composant le capital au 31 avril 2007	1 200 000	2 euros

Les actions nominatives détenues depuis plus de quatre ans bénéficient d'un droit de vote double.

Note 11. – Provisions pour risques et charges.

La provision pour charges s'élève à 1 386 940 € et se décompose ainsi :

	30/09/06	Dotation	Reprise utilisée	Reprise non utilisée	31/03/07
Provision pour garantie client (1)	531 104	1 635	0	0	532 739
Provision pour indemnités de départ à la retraite (2)	854 201	0	0	0	854 201
	1 385 305	1 635	0	0	1 386 940

(1) La provision pour garantie client correspond à la couverture de la garantie contractuelle sur les chantiers France, Union Européenne et Export. Elle repose sur une estimation raisonnable des travaux à réaliser pour la période 2006/2007.

(2) Le montant global de la provision pour indemnités de départ à la retraite (charges sociales incluses) au 31 mars 2007 n'a pas fait l'objet d'une réévaluation par rapport au 30/09/06. Ainsi, elle s'élève à 854 201 €, comme au 30/09/06. Les principales hypothèses retenues sont les suivantes :

Taux de revalorisation des salaires	1,50 %
Taux d'actualisation	4,50 %
Taux de rotation du personnel	3,00 %
Taux de charges sociales	43,30 %

Note 12. – État des échéances des dettes.

Aucune dette n'a une échéance supérieure à un an.

Note 13. – Charges à payer.

Dettes fournisseurs et comptes rattachés	2 320 832
Dettes fiscales et sociales	3 410 254
Autres dettes	56 978
	5 788 064

Note 14. – Couverture des risques de change.

La couverture des risques de changes commerciaux est réalisée sous la forme de contrats à terme fixe.

La situation s'établit ainsi au 31 mars 2007 :

— Couverture USD (dollar américain) : vente à terme 46 621 Dollars (soit 35 K€).

Note 15. – Chiffre d'affaires.

Il se décompose ainsi :

a. Répartition par zone géographique :

	France	Export	Total
Ventes de produits fabriqués	13 824 902	7 357 812	21 182 714
Prestations de services et divers	432 291	325 206	757 497
	14 257 193	(1) 7 683 018	21 940 211

(1) Répartition du chiffre d'affaires export par zone géographique (donnée en K€).

CEE	Europe (hors CEE)	Asie	Amérique	Afrique	Total
1 663 milliers d'euros	2 196 K€	1 054 K€	1 784 K€	986 K€	7 683 K€

b. Répartition par activité (donnée en K€)

Parking	Péage	Badge	Maintenance	Divers (Prest. Services)	Total
232 milliers d'euros	18 491 K€	2 045 K€	1 153 K€	19 K€	21 940 K€

Note 16. – Résultat exceptionnel.

Produits exceptionnels divers	11 014 €
Charges exceptionnelles diverses	- 5 155 €
	5 859 €

VI. — Rapport d'activité semestriel au 31 mars 2007.

Au cours du premier semestre de l'exercice 2006/2007 (arrêté au 31 mars 2007), la société GEA a réalisé une production de 20,02 M€ contre 22,66 M€ au cours du premier semestre de l'exercice précédent.

Le taux de marge brute progresse par rapport au niveau atteint sur l'ensemble de l'exercice 2005/2006 sous l'effet, notamment, des premières retombées commerciales des contrats pluriannuels signés fin 2005 (contrats de 3 à 5 ans renouvelables), permettant ainsi à GEA de renouer avec une situation bénéficiaire.

A l'international, GEA a équipé au cours de ce premier semestre deux tronçons de l'autoroute Casablanca – Marrakech au Maroc.

D'autres sections autoroutières dans la région de Tanger devraient être mises en service au cours des prochains mois.

GEA a par ailleurs mis en service les équipements de péage et signé de nouveaux contrats au Brésil au cours de la période.

Plusieurs contrats ont également été signés en Chine et sont en cours de réalisation.

Enfin la société a conforté sa présence en Croatie avec l'obtention de plusieurs contrats et l'équipement d'une nouvelle section de l'autoroute Zagreb-Macelj.

En France, GEA a poursuivi le renouvellement et la fourniture d'équipements de SANEF, SAPN, APRR, ASF, ESCOTA, AREA et COFIROUTE.

Dans le même temps l'équipement de l'autoroute Cruseilles-Genève (A 41) a débuté pour le compte du groupement AREA-BOUYGUES.

Par ailleurs le savoir faire reconnu de GEA dans le domaine de l'automatisation du péage lui a permis de remporter et de réaliser plusieurs contrats pour des voies automatiques pour COFIROUTE, SANEF, ESCOTA, AREA, ATMB et SFTRF.

Au 31 mars 2007, le carnet de commandes, composé de contrats français à hauteur de 90 % et actuellement en cours de reconstitution, s'élevait à 34 M€.

Au second semestre le rythme de réalisation du carnet de commandes pourrait être moins élevé que celui observé au cours du premier semestre, notamment en raison des décalages de livraisons toujours possibles dans l'activité de GEA et liés aux mises en service des infrastructures autoroutières ou aux programmes de déploiement des équipements de péage de nos clients.

VII. — Rapport du Commissaire aux comptes sur l'information financière semestrielle.

Mesdames, Messieurs,

En notre qualité de Commissaire aux Comptes et en application de l'article L.232-7 du Code de commerce, nous avons procédé à :

— L'examen limité des comptes semestriels de la société GEA, relatifs à la période du 1er octobre 2006 au 31 mars 2007, tels qu'ils sont joints au présent rapport ;

— La vérification des informations données dans le rapport semestriel.

Ces comptes semestriels ont été établis sous la responsabilité du Conseil d'Administration. Il nous appartient, sur la base de notre examen limité, d'exprimer notre conclusion sur ces comptes.

Nous avons effectué notre examen limité selon les normes professionnelles applicables en France. Un examen limité de comptes intermédiaires consiste à obtenir les informations estimées nécessaires, principalement auprès des personnes responsables des aspects comptables et financiers, et à mettre en oeuvre des procédures analytiques ainsi que toute autre procédure appropriée. Un examen de cette nature ne comprend pas tous les contrôles propres à un audit effectué selon les normes professionnelles applicables en France. Il ne permet donc pas d'obtenir l'assurance d'avoir identifié tous les points significatifs qui auraient pu l'être dans le cadre d'un audit et, de ce fait, nous n'exprimons pas une opinion d'audit.

Sur la base de notre examen limité, nous n'avons pas relevé d'anomalies significatives de nature à remettre en cause, au regard des règles et principes comptables français, la régularité et la sincérité des comptes semestriels et l'image fidèle qu'ils donnent du résultat des opérations du semestre écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la société à la fin de ce semestre.

Nous avons également procédé, conformément aux normes professionnelles applicables en France, à la vérification des informations données dans le rapport semestriel commentant les comptes semestriels sur lesquels a porté notre examen limité.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur leur sincérité et leur concordance avec les comptes semestriels.

Lyon, le 20 juin 2007.

Le Commissaire aux Comptes :

Grant Thornton

Membre français de Grant Thornton International :

Thierry Chautant, Associé.